

Information hebdomadaire 37/88

Voyage du Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz, Chef du DFEP, à Séoul, du 16 au 18.9.88

Donnant suite à l'invitation du Président du CIO, M. Juan Antonio Samaranch, le Chef du DFEP a représenté le Conseil fédéral à la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques à Séoul. On ne s'arrêtera pas longtemps sur la cérémonie elle-même, les médias ayant donné des commentaires très complets. Toutefois, il convient de souligner l'organisation parfaite de la manifestation et son caractère très émouvant en raison de la quasi universalité qui a été atteinte (160 pays représentés).

A Séoul, le Chef du DFEP a eu également plusieurs contacts et entretiens politiques. En marge de la cérémonie d'ouverture, tout d'abord, où il a eu l'occasion de s'entretenir avec quelques personnalités invitées, dont le Premier Ministre Takeshida avec qui il a évoqué la perspective de son prochain voyage au Japon. Sur le plan bilatéral avec la Corée du Sud ensuite, où il a rencontré le Président de la République, M. Roh Tae-Woo, le Vice-Premier-Ministre et Ministre de la planification économique, M. Rha-Wong-bae, et le Ministre du commerce et de l'industrie, M. Ahn Byong-Wha. Le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz a, par ailleurs, eu l'occasion de rencontrer à nouveau le Président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Kim Hyun-Uk, qui a été récemment de passage en Suisse.

La substance des entretiens a porté principalement sur la situation en Corée, tant sur le plan politique qu'économique, sur les perspectives de nos relations économiques bilatérales, et sur l'Uruguay Round, avec notamment la question agricole.

En Corée, le processus de démocratisation est en marche. L'espoir est grand de pouvoir maintenir après les Jeux le consensus qui s'est dégagé entre le parti au pouvoir (qui n'est pas majoritaire) et l'opposition. Pour l'heure, on assiste à une explosion de demandes d'améliorations de toutes sortes engendrés par la réussite économique : le bien-être du pays doit également passer par le bien-être des individus, à savoir des salaires plus élevés, des logements meilleurs. Le problème majeur qui se pose au gouvernement est de répondre à ces demandes sans briser le dynamisme de l'économie.

En ce qui concerne nos relations économiques bilatérales, les Coréens souhaiteraient que l'on diversifie la structure de nos échanges. Mais les problèmes majeurs, que le Chef du DFEP a soulevés au cours de ces entretiens demeurent la libéralisation des importations et la protection de la propriété intellectuelle. Sur ce dernier point, le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz a demandé à nouveau qu'on nous accorde un traitement égal à celui donné aux Etats-Unis en ce qui concerne la protection des brevets, notamment celle applicable aux produits pharmaceutiques suisses. Ayant à ce sujet les mêmes intérêts que la Communauté européenne, la Suisse suit de près ce que Bruxelles entreprend dans ce contexte. La solution idéale serait de pouvoir obtenir satisfaction avant même ou indépendamment de ce qui attend la CE. Mais elle est peu réaliste compte tenu des différences d'intérêts en jeu. Le Commissaire de Clerq était à Séoul le même jour que le Chef du DFEP pour des négociations sur cette question, mais il n'a rien pu obtenir. Et les Coréens ont dit avec insistance au Chef du DFEP qu'ils ne pouvaient pas envisager de trouver une solution avec la Suisse tant qu'ils ne l'auraient pas eue avec la CE. Mais, une fois l'accord obtenu, il n'y aura aucune raison de discriminer la Suisse par rapport à Bruxelles et une solution pourra être trouvée très rapidement.



- 2 -

En ce qui concerne le GATT, le Chef du DFEP a évoqué les perspectives de la prochaine réunion d'Islamabad où il se rendra au début octobre, ainsi que la question de l'agriculture, la Suisse et la Corée ayant sur ce dernier point des situations comparables (protection à la frontière, mais également pays fortement agrò-importateurs et ne perturbant pas les marchés mondiaux). La discussion a permis au Chef du DFEP de préciser à ses interlocuteurs les fondements de la politique agricole suisse.

Entretiens entre le S.E. Brunner et le Secrétaire permanent de la République de Malte, M. Evarist Saliba, à Berne, le 13.9.88.

Relations Est-Ouest

Malte estime que ces relations s'améliorent réellement. Certains Non-Alignés craignent que la rivalité Est-Ouest se transforme en une tutelle des superpuissances sur le reste du monde. Malte ne partage pas ce pessimisme et constate que les opinions publiques sont plus difficiles à contrôler, même par les Grands.

Malte s'interroge sur sa participation au mouvement des Non-Alignés. Jusqu'à la réunion de Chypre, Malte songeait à en sortir. A Nicosie cependant, le clan des modérés conduit par l'Egypte, Singapour, l'Indonésie, le Nigéria, la Colombie, la Jamaïque, l'Arabie Saoudite, le Koweït et Oman, notamment, l'a clairement emporté. Malte a refusé d'abriter la prochaine réunion, et a déconseillé à Chypre d'être le porte-parole des N-A alors même qu'elle pose sa candidature à la CE. La Yougoslavie aura sans doute besoin d'une aide financière pour assumer sa présidence. L'Inde et Cuba ont fini par se montrer moins radicaux que prévu, et les N-A ne sont plus un organisme exclusivement tourné contre l'Occident.

BRE: la détente, précaire il y a 15 ans, a pris de l'envergure. Elle est servie par un traité de désarmement, dont l'application concrète a débuté, par des améliorations en matière de droits de l'homme et par la résolution progressive de nombre de conflits régionaux. La tutelle des Grands peut paraître un danger, mais c'est à nous de l'empêcher.

Il nous a toujours paru que les N-A étaient un instrument que l'URSS jouait contre les USA. Maintenant que les Grands dialoguent, ce n'est plus dans l'intérêt de l'URSS de

critiquer continuellement les USA. Il est important pour les N-A de redevenir utiles, en jouant un rôle dans la solution des conflits, qui jusqu'ici ont toujours concernés des membres du mouvement. Une nouvelle ère s'ouvre dans les relations internationales, marquée par les effets de la Perestroïka.

CSCE

BRE: Il reste à la conférence à résoudre des problèmes secondaires mais difficiles: l'inclusion de certains armements dans la Conférence sur le désarmement, les modalités des liens entre les 23 et les 35, l'opposition roumaine à la troisième corbeille, et le lieu des conférences issues de Vienne. Il paraît acquis que la Finlande abritera la prochaine réunion CSCE, Vienne la Conférence sur le désarmement, Prague et Bonn sur l'économie, l'Espagne sur la Méditerranée et la Pologne sur les monuments historiques. Reste à allouer les conférences sur les droits de l'homme - nous ne nous opposons pas à Moscou - l'environnement, que nous accepterions de recevoir, et le SRPD qui pourrait avoir lieu n'importe où. Malte pourrait abriter une session sur les droits de l'homme.

S: Les Roumains devraient avoir appris que l'exemple maltais, lorsque nous bloquons la conférence, ne nous mène à rien. Nous serions prêts à aller à Bucarest pour faire entendre raison à M. Ceaucescu. S et BRE s'accordent à penser que les Grands souhaitent que la conférence se termine avant la fin de l'année.

Questions méditerranéennes

Malte estime que les deux superpuissances devraient demeurer dans la Méditerranée. Un retrait serait en réalité partiellement unilatéral, car l'URSS y a des droits de passage et une base en Syrie qu'elle n'abandonnera pas. Malte est contre l'instauration d'une zone de paix en Méditerranée, qui ne serait qu'un leurre.

Des efforts réels en vue d'une union du Maghreb ont lieu. Kadhafi, sous l'effet notamment de l'embargo américain, se radoucit. L'atmosphère entre la Lybie et le Tchad est bonne sans qu'on sache comment se développera la situation. Malte a de bonnes relations avec la Lybie et les subordonnés de Kadhafi, mais demeure vigilante.

Personne ne sait ce que l'OLP fera, M. Arafat non plus. Malte n'objecte pas à la création d'un Etat palestinien, mais c'est la responsabilité de l'OLP. Or Arafat sait que ce serait là la fin de la Charte de l'OLP.

On ne devrait pas trop se préoccuper du Liban et attendre qu'une des parties se lasse des conflits.

Les relations entre la Grèce et la Turquie, la volonté de parvenir à une solution chypriote paraît exister, mais guère plus...

BRE ne pense pas qu'une conférence internationale parviendra à résoudre le problème du Proche Orient. Selon l'exemple du Viet-Nam, de l'Algérie, de l'Egypte et d'Israël, il faut que ce soient les faucons israéliens qui fassent la paix avec les Palestiniens. Après les élections, il s'agirait de convaincre M. Shamir de se débarrasser de sa phobie de l'OLP et M. Arafat de mettre sur pied une délégation palestinienne, et non seulement de l'OLP. Des négociations bilatérales pourraient alors avoir lieu sous les augures d'un représentant du SG des NU.

Les Israéliens craignent tout président américain lors de son second mandat, car, comme il n'a plus besoin du vote juif pour une réélection, il peut se montrer plus dur à leur égard.

Questions européennes

BRE: La CE n'est pas prête à accueillir de nouveaux membres. Nous ne sommes pas sûrs de la mesure dans laquelle une adhésion serait incompatible avec notre neutralité ou l'image de notre

neutralité. C'est en tout état de cause une question que nous voulons être seuls à résoudre, sans qu'un débat s'ouvre à ce sujet entre grandes puissances. Il n'est pas dans l'intérêt de l'Europe de nous marginaliser, et nous continuerons à oeuvrer étroitement avec la CE sur une base pragmatique.

S: comme l'Autriche, Malte est à la périphérie de l'Europe. Nous sommes militairement neutres sur les principes du Non-alignement. Mais nous sortirons du mouvement des N-A pour entrer, le cas échéant, dans la Communauté. Une demande formelle sera vraisemblablement déposée avant mi 1989. Nous savons qu'il nous sera très difficile d'entamer une négociation, mais tant que nous ne poserons pas notre candidature, nous ne connaissons pas les modalités et conditions exactes d'une adhésion. Nous n'acceptons en tout cas pas d'établir une union douanière avec la CEE. Chypre, qui l'a fait, y a perdu son meilleur atout de négociation. Nous ne nous attendons à aucun progrès avant 1992, mais nous ne croyons pas impossible d'adhérer avant la Turquie. Quoi qu'il en soit, nous voulons nous assurer une bonne place à la queue des candidats à l'adhésion. S n'estime pas que la neutralité constitue un obstacle à l'adhésion. Mais Malte serait disposée à abandonner sa neutralité pour mieux s'arrimer à l'Europe.

Relations bilatérales

S souhaite une suppression mutuelle de visas. Averti qu'un projet d'accord réglant cette question a été présenté par la partie suisse, se promet de finaliser la chose incessamment.

Un document détaillé sera fourni par la partie maltaise, d'entente avec l'IUHEI, sur l'organisation projetée d'un programme d'études diplomatiques. Un appui des autorités fédérales pourra alors être finalisé, et le programme pourrait débiter dès la rentrée de 1989.

Un aide mémoire sur les protocoles additionnels aux Conventions de Genève est remis à S. Le MAE maltais est en faveur d'une ratification, le cabinet du Premier Ministre est du même avis, et la chose pourra être finalisée prochainement.

Visite Vice MAE RPC, Zhou Nan

De passage en Suisse pour l'inauguration du Consulat général de la République Populaire de Chine à Zurich, le vice-ministre chinois des affaires étrangères Zhou Nan (Z) a été reçu le 14 septembre par le Secrétaire d'Etat (BRE) pour un entretien précédé d'un déjeuner. Les deux interlocuteurs se sont entretenus de la situation internationale (Est-Ouest, conflits régionaux) et de questions bilatérales dans une atmosphère très cordiale.

1. Situation internationale

Paraphrasant Deng Xiaoping, Z constate avec satisfaction que la tendance au dialogue remplace la confrontation, une tendance qui ne résulte pas cependant des seules bonnes intentions des superpuissances mais du développement des relations internationales, d'une longue lutte et des pressions exercées par les pays plus petits depuis la fin de la deuxième Guerre mondiale. Les relations internationales sont caractérisées par le passage de la bipolarité à la multipolarité politique et économique, mais non militaire. La Chine se réjouit de ce développement qu'elle encourage puisqu'il permet d'affirmer avec davantage de confiance qu'une nouvelle guerre mondiale pourra être épargnée au XXe siècle.

S'agissant de l'A f g h a n i s t a n, Z pense que les Soviétiques sont de bonne foi et qu'ils retireront leurs troupes dans les délais prévus. Mais l'URSS continue d'appuyer le régime de Najibullah et la route sera longue jusqu'à un véritable règlement politique qui garantisse l'indépendance, la paix et le non-alignement de l'Afghanistan.

Concernant le K a m p u c h e a, Z réitère la position chinoise selon laquelle le retrait complet, inconditionnel et rapide des troupes vietnamiennes du Cambodge constitue la clef de tout règlement politique. Contrairement aux Soviétiques en Afghanistan, les Vietnamiens ne sont pas de bonne foi qui essaient de minimiser l'importance de leur occupation en stigmatisant le danger que représente la possibilité d'un retour des Khmers Rouges au pouvoir. Le véritable danger, pour la Chine, est le maintien au pouvoir de la faction d'Heng Samrin qui apparaît comme le prix à payer pour le retrait des troupes vietnamiennes. Il s'agit là d'un danger objectif, cette faction étant la plus puissante quant au nombre de ses troupes et de son armement d'origine soviétique. La Chine ne souhaite pas le retour au pouvoir des Khmers Rouges, mais insiste sur le fait qu'il y a deux dangers et non le seul danger du retour des Khmers Rouges comme voudraient le faire accroire les Vietnamiens. Z relève en outre qu'il y a malentendu au sujet de l'attitude de la Chine à l'égard des Khmers Rouges. Son appui n'est pas inconditionnel, comme on le prétend, et la RPC accorde le même soutien aux autres forces de Sihanouk et Son Sann pour leur résistance à l'invasion vietnamienne.

Après le retrait des troupes vietnamiennes, la Chine préconise l'établissement d'une coalition quadripartite dirigée par le prince Sihanouk, ce dernier étant le seul qui soit à la fois acceptable pour le peuple khmer et la communauté internationale.

- 8 -

Les armées des quatre factions devront être dissoutes pour laisser la place à une armée nationale unifiée sous la direction du prince et des élections libres organisées, mesures qui devraient être prises sous contrôle international. La Chine est disposée pour sa part à faire partie d'un dispositif de garantie internationale pour l'indépendance et le non-alignement du nouveau Kampuchea. Z a enregistré des réactions très favorables à l'égard de la position chinoise ainsi énoncée dans les différents pays européens qu'il a visités avant de venir en Suisse (notamment Suède, Pays-Bas, Autriche).

Passant aux relations sino-soviétiques, Z remarque que des trois obstacles connus à la normalisation des relations entre Moscou et Pékin, le soutien soviétique au Vietnam est le plus important. L'URSS détient en effet la clef d'un règlement au Kampuchea, car le Vietnam ne peut poursuivre son agression sans le consentement de Moscou. Certains progrès ont été faits, mais la question constitue toujours un différend majeur. L'URSS n'a pas renoncé à exercer son influence et montre peu d'enthousiasme quant à l'idée d'un déploiement de forces de maintien de la paix. Les deux pays se sont entendus pour que leurs MAE poursuivent leurs discussions à New York, mais il n'y aura pas de sommet sino-soviétique si la question n'est pas suffisamment avancée pour aboutir à un règlement et, pour les Chinois, la balle est dans le camp soviétique.

Z pense que la volonté de réforme de Gorbatchev est sincère, mais il conclut, citant Confucius: "Ecoute ce que dit l'autre mais regarde ce qu'il fait", ajoutant qu'à cet égard il est préférable de regarder deux fois.

BRE constate la convergence des points de vue concernant l'évolution des relations internationales et la situation actuelle, notamment en ce qui concerne les relations Est-Ouest. S'agissant du Kampuchea, la Suisse considère qu'un régime, pour mauvais qu'il fût, ne saurait être une excuse pour envahir un pays. Sihanouk est prévisible dans son imprévisibilité; il a toujours été conséquent dans sa recherche de la liberté et de l'indépendance de son pays. Quant à la perception des deux dangers, BRE convient que l'on ne souhaite pas davantage les Vietnamiens que les Khmers Rouges au pouvoir à Pnom Penh et que la Suisse est en faveur l'autodétermination du peuple cambodgien et de la fin de l'occupation vietnamienne.

Bien que la Suisse ne soit pas membre des Nations Unies, elle est prête à offrir une contribution non-militaire à une force de maintien de la paix (financement ou mise à disposition de matériel, d'experts ou d'observateurs) si on lui en fait la demande.

2. Questions bilatérales

Z a abordé avec fermeté, une certaine émotion, mais non sans tact les inévitables questions de T a i w a n et du T i b e t :

Z sait que la Suisse a une position claire à l'égard de Taiwan comme du Tibet, mais il souhaite saisir cette occasion pour attirer notre attention et nous mettre en garde contre les

autorités de Taïpeh et le Dalaï Lama.

Sous les dehors d'un certain assouplissement, les autorités taiwanaises ont en fait accru leurs activités visant à établir deux Chine, en essayant de nouer des contacts officiels avec des pays qui ont des relations avec la RPC et de se faufiler dans les organisations internationales, notamment au GATT. Z remarque à cet égard que la question du siège de la RPC dans cette dernière organisation doit être traitée en priorité mais il n'exclut pas une participation de Taiwan sous une forme à déterminer.

Quant au T i b e t, il fait partie de la Chine depuis 700 ans. Dans les années 50, le gouvernement de Pékin y a aboli le plus cruel des servages, ce que l'histoire reconnaîtra comme une contribution majeure aux droits de l'homme. Pourtant les efforts visant à détacher le Tibet de la Chine se poursuivent à l'intérieur comme à l'extérieur et Z de mentionner à cet égard les déclarations du Dalaï Lama devant le Sénat américain et le Conseil de l'Europe). La Chine a fait preuve jusqu'ici de "magnanimité" à l'égard de la minorité ethnique et de sa religion mais elle ne tolérera pas que l'on divise la Chine de l'intérieur ou de l'extérieur. Elle apprécie à cet égard la position claire de la Suisse qui reconnaît le Tibet comme partie intégrante de la Chine. Z tient cependant à souligner que le Dalaï Lama n'est pas seulement un chef spirituel, mais aussi un exilé politique engagé dans des activités visant à diviser la Chine.

BRE a rappelé la position suisse à cet égard: le Dalaï Lama se rend en effet régulièrement dans notre pays où réside une importante communauté de ses corréligionnaires. La position des autorités fédérales à son endroit demeure inchangée: c'est en sa qualité de chef spirituel que le Dalaï Lama a été régulièrement autorisé à se rendre dans notre pays et ce, aux mêmes conditions, à savoir qu'il s'abstienne de toutes activités politiques et de tous propos publics qui pourraient porter atteinte aux relations entre la Suisse et d'autres pays.

S'agissant de Taiwan, les liens économiques, culturels ou personnels existant entre la Suisse et Taiwan sont de nature strictement privée et n'engagent en rien les autorités suisses. Taiwan étant un facteur économique indéniable, BRE pense comme Z qu'un arrangement doit être trouvé pour permettre sa participation au GATT une fois réglée la question du siège de la RPC.

Au titre des relations bilatérales, Z a évoqué en outre la question de l'indemnisation des biens suisses en RPC, souhaitant qu'une solution rapide puisse intervenir dans l'intérêt de nos relations économiques. Nous avons abordé pour notre part la question des liaisons aériennes entre les deux pays et attiré l'attention de notre interlocuteur chinois sur la Conférence diplomatique pour la conclusion de la Convention mondiale sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux, qui aura lieu à Bâle en mars 1989.

conference ministerielle des non-alignes (noal), nicosie (chypre)

 5-10 septembre 1988 : suisse a participe en tant qu'invitée,
 ----- comme autres neutres europeens, ainsi
 qu'australie, espagne, grece, portugal, roumanie, st-marin et
 st-siege. delegation conduite par ambassadeur rueegg, chef
 division politique ii.

appreciation generale: nouveau climat international de detente
 ----- et de desarmement entre eu et urss, ainsi
 que progres dans solution conflits regionaux ont amene une
 dynamique de l'espoir et du dialogue ressentie egalement par
 plupart noal. pour pouvoir jouer un role dans ce nouveau climat,
 noal, tout en restant fideles a leurs principes, ont ressenti
 besoin d'adopter une approche plus pragmatique et plus concrete.
 l'adoption d'une courte declaration des mae a nicosie, en
 plus des traditionnels documents politique et economique de
 plusieurs dizaines de pages, est un pas vers la modernisation
 des methodes de travail des noal.

prochain sommet : les deux candidatures officielles du
 ----- nicaragua et de l'indonesie n'ayant pu faire
 l'objet d'un consensus, le zimbabwe, qui assure actuellement la
 presidence noal, s'est adresse a la yougoslavie, dont la
 candidature est susceptible reunir consensus. yougoslavie
 a transmis son accord de principe, sous reserve des procedures
 d'approbation internes yougoslaves.

comite politique : l'adoption du long document politique d'une
 ----- soixantaine de pages a profite du nouveau climat
 de detente et de dialogue. l'esprit etait au compromis,
 notamment sur l'afghanistan, ou la presence du mae equatorien
 diego gordovez, agissant avec ses connaissances du probleme,
 en tant que representant special du secretaire general de l'onu,
 a permis de concilier le point de vue de l'afghanistan avec
 celui du pakistan et des pays islamiques. egalement pour le
 kambuchea, le point de vue du vietnam et celui des pays de
 l'asean ont pu etre pris en consideration

comite economique : le document economique d'une quarantaine
 ----- de pages reprend, notamment, les preoccupa-
 tions sur la dette exterieure, en saluant les idees dans le
 cadre de la cnuccd visant a l'annulation de 30 pour cent de
 la dette des 15 pays en developpement les plus endettes.
 l'environnement (notamment l'envoi de dechets toxiques dans
 les pays en voie de developpement) est aussi une des actuelles

preoccupations des noal. l'uruguay round, base sur des positions
 communes aux pays en developpement pour la preparation de
 montreal, a fait l'objet d'une approche encore dogmatique,
 sous l'influence de l'inde. cependant un courant modere
 poussant a un essai d'integration des pays en developpement
 aux discussions actuelles semble gagner du terrain- sans
 pouvoir encore s'imposer dans les textes- par rapport aux
 positions economiques purement revendicatives des annees 70.

en dehors reunions formelles conference delegation suisse
 a eu occasion nombreux contacts avec autres delegations
 soit pour echange d'idees et d'informations sur sujets
 d'interets commun, soit pour discuter questions bilaterales.
 presence suisse a ete generalement appreciee.

Groupe de travail (GT) No 3 de l'OCDE, Paris, 14.9.1988

(BNS, AFF, OFAEE, DFAE/SEF)

Intervenant deux mois seulement après sa dernière séance la réunion du GT a constitué en quelque sorte le début de toute une série de réunions internationales aboutissant aux délibérations des Institutions de Bretton Woods à Berlin à la fin de ce mois. Avec comme seul point à l'ordre du jour les impératifs de la politique économique dans la situation présente, le nouveau président, M. Gyóthen, Vice-Ministre des finances du Japon, a inscrit les débats en prolongement de la discussion de juillet dernier. On se souviendra qu'à cette occasion, face à une dynamique de croissance d'une étonnante vigueur, le groupe s'était posé la question si l'on n'assistait pas à une modification dans l'"équilibre des risques", en craignant notamment un redémarrage inflationniste. Entre-temps l'on avait assisté à une remontée des taux d'intérêt sur ce large front.

En subdivisant la discussion en trois grandes zones économiques, à savoir les Etats-Unis, l'Europe ainsi que le Japon (et le Canada), le président se départit quelque peu de l'articulation traditionnelle des travaux. Ce faisant il a tenu compte de l'orientation actuelle du débat macro-économique qui tend à juxtaposer le problème des déséquilibres extérieurs globaux à la situation particulière prévalant en Europe, le Japon se trouvant dans une situation quelque peu à part. L'axe principal des délibérations a dès lors été dominé par la présentation d'une délégation américaine fort satisfaite à la fois de l'actuelle évolution conjoncturelle - dynamique mais sans pression inflationniste notable - et de la poursuite de la correction des déficits extérieurs et de budget. En relevant que le dollar se situe aujourd'hui grosso modo à son niveau d'avant le "crash", Mulford a tâché de désamorcer les critiques suivant lesquelles la remontée de la devise américaine est susceptible de remettre en question le processus d'ajustement. Or, c'est justement cette thèse que les représentants du FMI, et d'une manière beaucoup plus nuancée de l'OCDE, firent valoir. Compte tenu des incertitudes qui demeurent mais aussi de l'exiguïté de la marge de manoeuvre américaine d'ici la nouvelle année, c'est dans une perspective à moyen et long terme que des appels furent lancés en vue d'un

approfondissement de la démarche de correction, notamment au plan fiscal. Mulford en a appelé à la "symétrie dans l'ajustement" et a indiqué que grâce à la désignation du Secrétaire au Trésor Brady la poursuite de la stratégie de coordination macro-économique était assurée dans l'hypothèse d'une administration Bush.

C'est le Directeur du Trésor, Trichet, qui a ouvert les feux en relevant une spécificité européenne qui, dans son ensemble, présente un profil macro-économique "neutre" vers l'extérieur tout en connaissant de profonds déséquilibres à l'intérieur. Moins dans le collimateur que d'habitude, grâce à un taux de croissance inespéré et un très haut niveau d'importations, la RFA a fait valoir ses succès dans la poursuite de l'ajustement. Face aux multiples appels à plus de dynamisme, Tietmayer a répondu, non sans raison, que la RFA ne pouvait pas exporter à la fois croissance et stabilité. S'agissant de relation de change, le représentant de la Bundesbank a indiqué que les récentes interventions coordonnées avec le Fed avaient eu pour but de marquer que le \$ entrerait dans la zone sensible des 1.85 - 1.90. Le fait que la Banque du Japon ne soit pas intervenue récemment sur les marchés a fait surgir des doutes quant à la disponibilité du Japon à poursuivre l'effort de coordination. Le Vice-gouverneur de la Banque du Japon a de son côté nettement réfuté une telle interprétation et a placé la stratégie de son pays devant la toile de fond d'une contribution japonaise à la stabilité des relations de change dans une "perspective globale".

BRUNNER.

Bern, den 19.9.1988

1.A.22.14.7.3.-CB/BDT

Interne VerteilerlisteBetrifft: IH 37/88

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiter	Frau Hanselmann	
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Brunner	BRE
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Barras	BF
Protokoll	Botschafter Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg Hr. Faivet	LA FB
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin Hr. Pedotti	SIN PGF
Dienst Frankophonie	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg Hr. Blickenstorfer	RUE BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim Minister Erard Minister Gyger	MF ER GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER

Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Creola	CRE
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Hr. Spinner	SPI
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals Personalsektion	Hr. von Graffenried Hr. Kaiser/Hr. Reich	GRP KA/RE
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Doswald	DW
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe Stellvertr. Direktor	Botschafter Staehelin Hr. Wilhelm	SFR WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland Vizedirektor	Hr. Bill Hr. Giovannini Hr. Högger	BH GI HL
Informationsdienst Multilaterale Angelegenheiten Sektion human. Nahrungsmittelhilfe Integrationsbüro EDA/EVD	Hr. Leuzinger Hr. Pasquier Frau Schelling R. Minister Kellenberger	LP PA SGR Ke